

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Le Sappey en Chartreuse

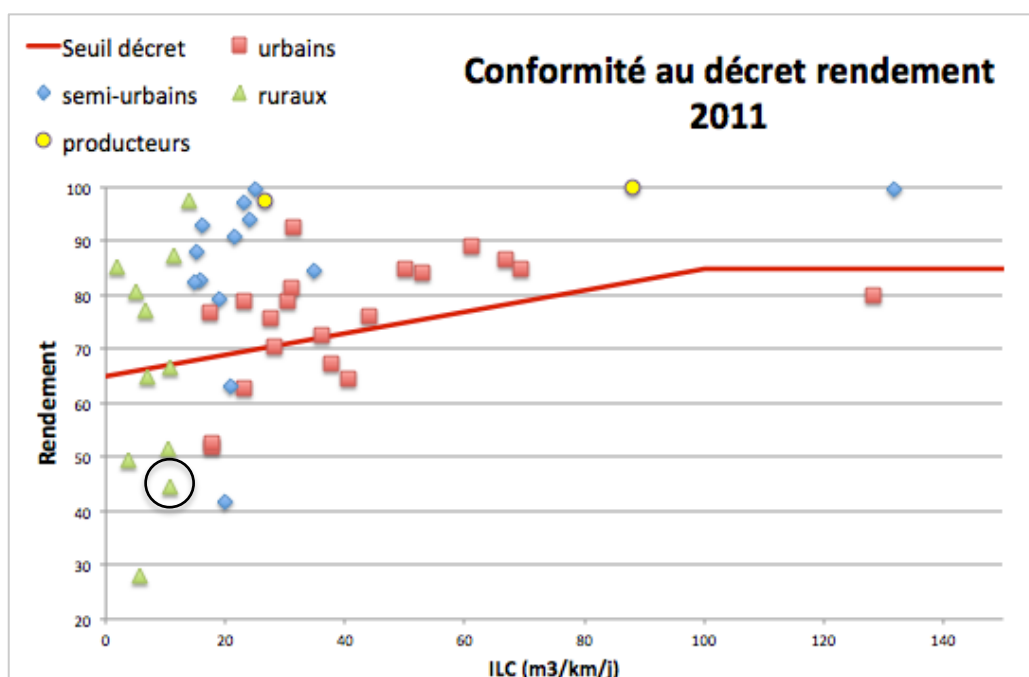
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 512 ILC : 9,0 m ³ /km/j Habitants : 1 105 Densité habitants* : 69 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 500 Date de règlement de service : Volume entrant: 139 Mm ³ 2010 Volume facturé: 53 Mm ³ Linéaire de réseau : 15,923 km Installation de traitement : <i>oui</i> <i>Linéaire d'adduction non disponible</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 4 captages, 2 stations de traitement, 3 réservoirs Nombre total de compteurs : 534 Pourcentage de compteurs +12 ans : 18,7 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,422 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,53 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 44,2 % Indice Linéaire de Pertes* : 13,2 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : <i>non disponible/100</i> Seuil de rendement imposé par le décret* : 66,8 % Rendement 2011 : 44,2 % rendement lissé sur 3 ans* : 46,5% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 30 Evaluation du coût de remplacement* : 54 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 2015	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 229,6 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 67,3 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 10,5 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,58 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : -3,66 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Le Sappey en Chartreuse est entouré.

Il est à interpréter au regard des réseaux de typologie rurale (triangles verts). En 2011 son rendement était de 44,2% et était inférieur de 22,7 points au seuil imposé par le décret "rendement". Il est peu pertinent de conclure sur les variations du rendement depuis 2008. Le service considère que les données fournies jusque 2009 par son ancien prestataire manquent de fiabilité. Le service récemment en régie développe depuis ses efforts dans la fiabilisation des données exploitables.

Le niveau de rendement devient donc pour le service d'eau potable un enjeu réglementaire depuis la publication du décret "rendement".

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP du Sappey est de 13,2 m³/km/j. De la même manière que pour le rendement, aucune conclusion sur les évolutions d'ILP n'est pertinente. En 2011, le réseau du Sappey présentait donc des fuites assez importantes. En matière de lutte contre les fuites, ramener cet indicateur à 10 m³/km/j pourrait constituer un objectif raisonnable.

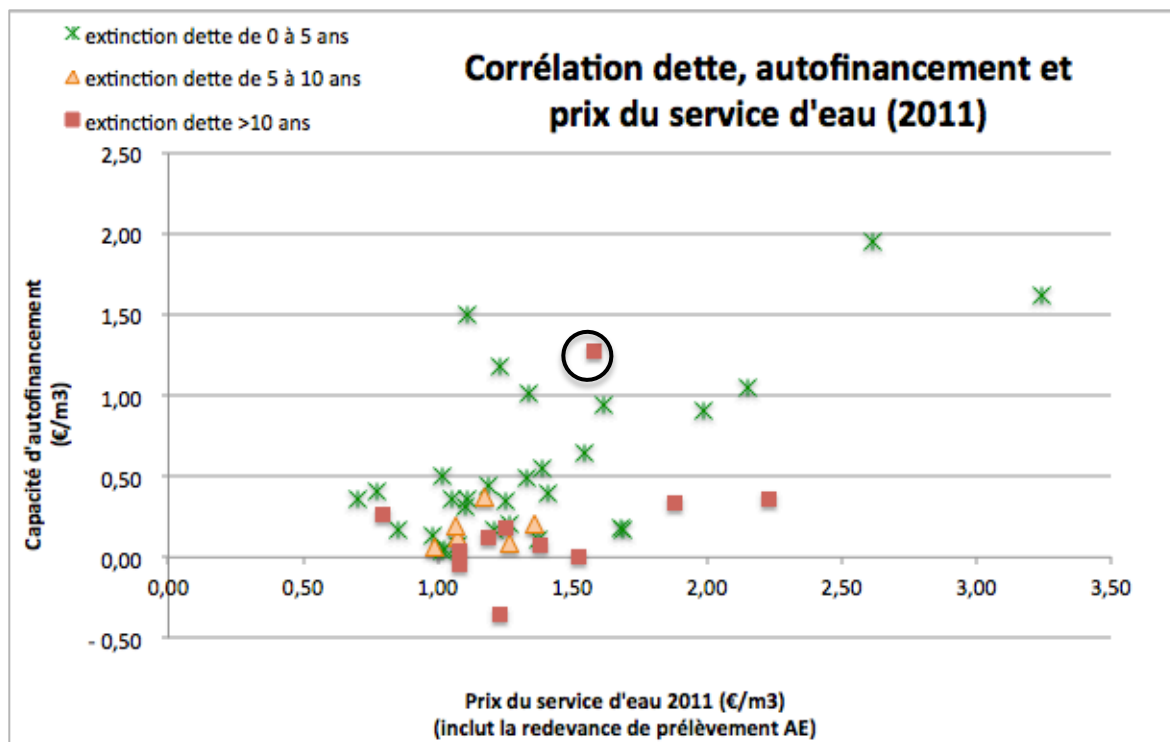
Indépendamment du niveau de performance, le service d'eau du Sappey peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Cette donnée n'est pas connue précisément par la CEP, il s'avère cependant que le service n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que 30 branchements en plomb étaient encore connus sur le réseau au moment de l'enquête et que le parc de compteur est jeune (18,7% des compteurs ont plus de 12 ans). Il convient de maintenir ce taux de vieillissement à ce niveau pour éviter des problématiques de sous-comptage (obsolescence générale) ou d'avoir un parc trop jeune (vieillessement simultané des compteurs).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Le Sappey en Chartreuse est entouré.

Son extinction de dette est de 10,5 ans (supérieur à 10 ans, carré brun) et il dégagait en 2011 un autofinancement de 1,28 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,58 €/m³.

Cela traduit *a priori* une assez bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est certes parmi les plus élevés du territoire mais il permet de dégager un autofinancement important de 1,28€/m³ facturés. Cela correspond à 67k€ en 2011.

Le niveau de dette est de 1 380 k€ en 2011. La durée d'extinction de dette est donc légèrement élevée (10,5 ans). Ainsi, si la totalité de l'autofinancement brut était consacrée au remboursement de la dette, il faudrait 10,5 ans au service pour la recouvrer totalement. On nuancera ces propos en remarquant que cette dette concerne intégralement l'assainissement et non l'eau potable, leurs budgets étant encore communs en 2011.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement varie entre 56 et 67 k€ depuis 3 ans. S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, le Sappey dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (déjà un peu élevé). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une courte marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est cependant déconseillé à un service de s'imposer une extinction de dette supérieure à 12ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.